

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

UNE LANGUE POUR L'EUROPE

de Manlio Contri

L'incommunicabilité directe entre les différents peuples européens, due aux barrières linguistiques et à la décision des organismes communautaires de ne pas choisir un langage véhiculaire commun et unique, constitue l'obstacle principal à la formation de cette unité politique entre les nations du vieux continent que tous souhaitent, même si des incidents de parcours, comme le résultat négatif du sommet d'Athènes, empêchent d'exprimer une prévision fondée sur cette réalisation.

La langue a toujours été, dans chaque Etat, le facteur principal d'unification; elle est suivie, en cela, de près par la religion ou par un credo philosophique commun.

Dans les Etats où règne le pluralisme des langues, il a toujours existé une langue qui a joué un rôle prédominant, au point de devenir la langue officielle de cette forme particulière d'agrégation politique.

Il convient de rappeler le rôle prédominant que jouèrent la langue allemande au sein de l'empire austro-hongrois, le russe dans celui des tsars et, de nos jours, en Union soviétique, enfin l'anglais aux Etats-Unis même si, dans ce cas, on peut se demander ce qu'il se serait passé dans la confédération américaine si la guerre de Sécession avait été gagnée par les Etats du Sud où l'on parlait surtout l'espagnol et le français.

En outre, une langue se répand grâce à la culture, à l'organisation et à l'idée qu'elle transmet. Il existe un exemple classique, le latin. Pendant plus de mille cinq cents ans, il a transmis, puis conservé, la culture de Rome et de la Grèce, et a laissé des traces profondes non seulement dans les langages qui en dérivent, mais également dans le groupe des langues saxonnes qui en ont absorbé la construction, comme l'allemand, ou des mots spécifiques.

LE PROBLEME DE LA COMMUNICABILITE DIRECTE

Il s'est déroulé à Rome, en janvier de cette année, dans les locaux du siège de la Fédération Européenne Dragan, une réunion-débat sur le problème passionnant du choix d'un système de communication entre les peuples européens. Cette rencontre a été introduite, présidée et dirigée par Mme Teresa Moriglioni Dragan, vice-présidente de cette Fondation.

Le Pr Gian Piero Orsello, vice-président de la Radiodiffusion-télévision italienne, a parlé, à titre d'introduction, des possibilités techniques du réseau de satellites européens qui est sur le point d'entrer en fonction et qui - de par les transmissions toujours plus fréquentes de programmes européens - fera sentir le besoin toujours plus grand d'un langage européen commun que le nouveau moyen technique pourrait, en particulier, diffuser.

Ce débat a été nécessairement limité à trois propositions d'une langue véhiculaire commune pour les Européens: l'espéranto, le latin et l'anglais.

LA PREMIERE PROPOSITION: L'ESPERANTO

L'espéranto a été défendu par le Dr Umberto Broccatelli, fervent fédéraliste.

Les espérantistes assurent que l'Europe unie aura besoin d'une langue qui serve, sans supplanter les langues nationales et sans conditionner les cultures, d'instrument de communication au niveau européen. Cette langue sera la langue officielle de l'Etat Fédéral Européen et, par conséquent, de son Parlement, de son gouvernement, de ses tribunaux fédéraux et de son armée; chaque citoyen européen devra posséder une bonne connaissance de cette langue communautaire, dont l'étude devra être facilitée le plus possible et dont l'enseignement devra être compris dans les matières de l'école obligatoire.

Les espérantistes assurent que peu de mois suffisent pour apprendre l'espéranto, même lorsqu'il s'agit d'autodidactes, sans l'intervention d'enseignants et sans qu'il soit nécessaire, pour en perfectionner la connaissance, de devoir se rendre à l'étranger.

A leur avis, l'enseignement du latin - qui devrait être, avant tout, actualisé et vulgarisé pour pouvoir exprimer tous les termes de la technique et de la vie modernes - est long et difficile. Cinq ans d'étude, au collège et au lycée, ne permettent pas à l'étudiant italien de soutenir ne serait-ce qu'une simple conversation limitée aux formules de politesse, même s'il peut lire, avec l'aide d'un dictionnaire, des passages de grands auteurs classiques tels que Horace, Virgile, César ou Catulle. Mais tout change, affirment-ils, lorsqu'il faut l'utiliser pour le parler ou pour écrire une lettre qui traitera, peut-être, de questions commerciales, techniques ou scientifiques.

D'après les espérantistes, le latin est une langue élitare synthétique et non analytique comme les langues modernes. Il finirait par ouvrir la voie à la prédominance de la langue anglaise ou, plus proprement, à l'américain qui s'éloigne de plus en plus de l'anglais.

Il est donc préférable d'adopter une langue qui appartient à tout le monde et à personne, qui est parlée dans le monde entier par de nombreux groupes et qui offre déjà de nombreuses traductions d'ouvrages classiques et littéraires.

LA DEUXIEME PROPOSITION: L'ANGLAIS

L'usage de l'anglais, comme langue véhiculaire européenne, a été défendu par le professeur Veronica Zipoli de l'Université de Rome. Elle a affirmé que la grande diffusion, non seulement européenne, mais également mondiale, de cette langue et des médias dont l'utilisation dépend de la connaissance de l'anglais, pourrait faire juger inutile toute campagne pour soutenir son adoption par la Communauté comme seconde langue commune.

Mais les dimensions mêmes de sa diffusion peuvent déterminer, a-t-on observé, des

réactions de résistance, en particulier dans les pays où le nationalisme est plus susceptible et plus méfiant vis-à-vis de ce qui est étranger.

L'anglais est très bien connu en Europe: Allemagne, Pays-Bas et Scandinavie. Les autres langues officielles de la Communauté, comme le français et l'allemand, n'ont pas une diffusion aussi vaste. Les méthodes didactiques sont toujours plus efficaces, non seulement pour l'enseignement de la langue proprement dite, mais aussi pour la formation des enseignants.

En Italie, également, l'anglais est désormais enseigné d'une façon professionnelle. Dans les collèges et les lycées, les classes d'anglais sont bien plus nombreuses que celles des autres langues. L'introduction de l'étude de l'anglais dans les élémentaires est envisagée à titre expérimental.

On peut dire, en substance, que le terrain est déjà ensemencé pour l'anglais, alors qu'on ne peut pas en dire autant pour l'espéranto et le latin.

Le latin est considéré, par les jeunes, comme une langue qui a divorcé d'avec la réalité du monde actuel. L'espéranto est un produit artificiel, privé de tout lien avec quelque culture que ce soit, passée et présente. La vie de tous les jours, non seulement de l'Europe, mais aussi du monde, est tellement imprégnée de la langue anglaise ou américaine que nous sommes tous constamment soumis à des stimulus visuels ou auditifs qui facilitent l'étude et qui accroissent la volonté d'apprendre, pour les jeunes en particulier. Mais ceux qui défendent l'anglais sont conscients que c'est justement cette considération qui préoccupe ceux qui craignent le déclin et la mort lente des langues et des cultures nationales si la langue anglaise prend pied en Europe. D'où la défense de l'espéranto, même sur une base classique. Mais les nationalismes doivent être surmontés même dans le domaine linguistique si l'on désire que se crée une identité européenne. C'est, en effet, à la suite du fractionnement de l'Europe en Etat nationaux que naquirent les langues nationales. L'action unificatrice de l'Eglise, comme religion et comme gardienne de la culture, prolongea la vie du latin, comme langue culturelle au cours d'une période antérieure à l'invention de l'imprimerie, privée de moyens de locomotion et de communication rapides. La situation est, de nos jours, bien différente. Les Etats européens s'orientent vers une recombinaison de l'antique unité, avec la différence significative que le rapport n'est plus de sujétion entre les Etats, mais d'égalité. Les moyens de locomotion et de communication sont nombreux et extrêmement rapides. Les échanges commerciaux et culturels s'effectuent à l'échelle mondiale.

Le processus naturel de l'histoire pousse donc vers la recherche, également, d'une langue qui facilite le mouvement d'unification européenne. Il faut donc abandonner tout préjugé, ceci dans l'intérêt supérieur d'une compréhension européenne.

Le choix d'une langue officielle pour l'Europe n'équivaut pas à un jugement de supériorité de cette langue, mais simplement à une reconnaissance de son utilité à un moment historique donné, comme instrument pour favoriser l'entente.

Il semble que les partisans de l'anglais ne craignent pas que leur langue soit abâtardie si elle devait devenir la langue commune de l'Europe.

Au contraire, affirment-ils, il pourrait naître une nouvelle forme d'anglais, une sorte d'*European English*, changé et enrichi par le fait d'être utilisé sur une aire plus vaste, par des populations différentes, des cultures diverses et complémentaires.

Donc, pas question de supprimer les langues nationales, mais des langues nationales côtoyant un nouvel *European English* commun, utile pour les rapports avec le reste du monde qui parle l'anglais et avec l'avantage d'éviter aux Européens d'apprendre une langue morte ou artificielle.

LA TROISIEME PROPOSITION: LE LATIN

Son partisan, le Rév. Père Felix Sanchez Vallejo, déclare que vingt-six ans après la signature des Traités de Rome, notre Europe désorientée a encore du mal à se convaincre

qu'elle a été programmée sans son liant irremplaçable: une langue commune. Les «pères fondateurs», incontestablement perspicaces et clairvoyants, n'ont pas vu voir le problème de la langue; ou s'ils l'ont vu, ils le jugèrent insoluble.

Ni l'espéranto, ni l'anglo-américain ne résolvent le problème de la conservation de l'identité de l'Europe. Tout ceci n'amène pas à déclarer que le latin représente le salut. Il faut tout d'abord procéder à sa récupération à travers une programmation incessante et quotidienne, non pas de grammaire simplifiée, de latin sans flexion, mais d'un latin véritable pour récupérer le contact avec la culture de vingt siècles, avec nous-mêmes, avec nos racines, avec nos archives. En introduisant l'anglais ou l'espéranto, toutes les bibliothèques actuelles devraient entrer en état d'hibernation pour la génération future.

Lire l'Odyssée en espéranto est comme regarder le revers d'une tapisserie. Mais quel est le point clé de la programmation de l'*Eurolatin*? La proposition de l'*Eurolatin* naît à travers un programme que les techniciens penseront, par la suite, à améliorer et développer; mais il naît déjà, sur le papier, avec des caractéristiques capables de fasciner même les gens du peuple.

Une transmission télévisée d'un quart d'heure de nouvelles en latin suffirait à entraîner la moitié de l'Europe. Avec des mots qui sont restés plus ou moins identiques dans nos langues, avec le mot latin adhérent parfaitement à l'image, même le jeune garçon, même la ménagère, ne serait-ce que par curiosité, pourra commencer à comprendre.

Les vingt mille auditeurs du premier jour deviendraient automatiquement deux cent mille le jour suivant et deux millions le troisième jour. Une expérience alléchante de ce genre, conduite sur la base d'un documentaire, a déjà donné des résultats positifs, grâce à la vivacité de l'image.

Jusqu'à présent, l'école n'a pas atteint des résultats de ce genre. Après cinq ans de latin, l'étudiant réussit, après son baccalauréat, difficilement et avec l'aide d'un dictionnaire, à traduire une dizaine de lignes à peine. Il faut donc instaurer une autre méthode d'enseignement, qui soit plus pratique et qui adhère plus à la réalité.

Si toute l'Europe est concernée par cette récupération du latin - affirme le défenseur du latin - le jeu d'une langue commune serait fait.

QUELLE LANGUE CHOISIRA L'EUROPE?

Espéranto, anglais, latin? Sur laquelle de ces trois langues tombera la choix de l'Europe? Et dans le cas, répréhensible mais non impossible, que l'on n'arrive pas à un accord, quelle sera la voie que l'on tracera pour arriver à une compréhension entre les peuples européens? Pourrait-il exister une solution non linguistique, mais technique?

Pour le moment en Europe, la compréhension est assurée par le système des traductions simultanées au Parlement européen et dans les autres organismes communautaires.

Mais nous nous trouvons à la veille d'une importante transformation dans la dynamique et dans l'évolution des mass médias. Les satellites pour télécommunication resplendissent sur l'Europe. Celui qui est en orbite actuellement transmet d'un point à un autre. Il a besoin d'une station de départ et d'une station réceptrice qui décode le message et le retransmette à travers les voies de l'éther ou du câble. Mais il sera possible à l'avenir, et dans un avenir assez proche, d'utiliser un satellite à transmission directe. En 1986-87, au maximum, l'utilisateur pourra recevoir les transmissions directement du satellite grâce à une simple modification de son propre téléviseur et de son antenne. Donc, une station émettrice qui transmet au satellite, et le satellite qui transmet directement à chaque téléviseur, sans intermédiaire.

Chaque pays pourra disposer de cinq chaînes nationales via satellite. Pourquoi le satellite européen vient-il se greffer dans une discussion sur le choix d'un système de compréhension entre Européens? Il existe un document du Parlement de Strasbourg qui demande aux Etats membres de la Communauté de mettre à disposition de la Communauté

une des cinq chaînes attribuées à chaque Etat membre, pour que cette chaîne puisse devenir une chaîne unifiante de transmission commune d'un programme européen. Il a été procédé à des expériences et le principal obstacle pour la réception des programmes, c'est-à-dire celui de la langue, a été surmonté grâce au seul moyen actuellement possible: la traduction simultanée.

La solution du satellite européen est, comme nous l'avons vu, une solution technique, jusqu'à présent la plus réalisable, compte tenu, également, de la grave crise que le processus d'unification est en train de traverser; mais elle est en mesure, pour le moment, de sauvegarder et de défendre la culture européenne contre l'assaut provenant des produits américains et japonais.

Le débat reste ouvert sur ce problème passionnant d'un système de communicabilité entre les Européens.

Ce débat sera repris, à Rome, le 5 avril auprès de la Fondation Européenne Dragan, au cours d'une table ronde spécialement convoquée.

M.C.

Rome, janvier 1984.

Nous avons perdu un ami

La Fondation Européenne Dragan et le Bulletin Européen
font part, avec commotion et douleur, du décès survenu à Florence
de leur ami si cher et de leur illustre collaborateur
PIETRO GERBORE
ex-ministre plénipotentiaire d'Italie

ACCELERER L'UNION EUROPEENNE

de Giampiero Orsello
Président de la Commission Institutionnelle
du Mouvement européen

La rapidité avec laquelle le Parlement européen a affronté le problème de la réforme des institutions communautaires, l'exigence d'une extension des compétences fixées par les Traités en vigueur, le début d'une évolution caractérisée par un nouveau Traité, instituant l'Union européenne, nous amènent à formuler quelques brèves réflexions personnelles sur l'organisation actuelle des Communautés européennes.

La nouvelle organisation très attendue, qui naîtra du nouveau Traité, devra représenter une nette amélioration de la structure communautaire actuelle; ceci tout en restant encore une phase intermédiaire en vue de la phase suivante qui devrait être constituée par la réalisation de l'objectif final, souhaité depuis longtemps: une organisation fédérale européenne complète.

Malgré les difficultés, les retards, les pauses de réflexion et également les moments de reflux, on est passé, en l'espace de trente ans à peine, d'une première Communauté européenne - celle du Charbon et de l'Acier - à une pluralité de Communautés; puis à des institutions communes et au Parlement européen élu au suffrage universel.

Pendant la période de crise la plus aiguë de la Communauté, qui a atteint son summum avec la faillite de la rencontre d'Athènes, le Parlement européen, dans un élan de fantaisie et de courage presque révolutionnaire et très significatif, a inauguré, dans un contexte institutionnel unitaire, une organisation harmonieuse de la Communauté qui se rapproche, progressivement, du modèle de l'Etat caractérisé par la division classique des pouvoirs.

Dans notre cas, nous devons parvenir à un Parlement qui légifère avec le Conseil des ministres actuel (transformé en un Conseil de l'Union à l'abri du poids encombrant des contraintes des bureaucraties nationales) avec un organe juridictionnel qui, comme maintenant déjà, se porte garant des textes constitutionnels et qui opère juridictionnellement dans l'intérêt de la nouvelle organisation européenne.

Une organisation pouvant concentrer dans un dessein homogène et unitaire les institutions communautaires et le Conseil de l'Europe; ce dernier, qui avait été créé comme un organisme paritaire, expression typique de la coopération européenne, est progressivement devenu un *praesidium* de la Communauté et est destiné à évoluer jusqu'à constituer un nouvel organe représentant la Communauté et une véritable présidence européenne collégiale.

Tout en étant conscients qu'il est prématuré de porter des jugements sur des textes qui ne sont pas, à leur tour, définitifs et sur des solutions encore soumises à l'évolution dynamique des choix politiques et des révisions juridiques, il nous semble, cependant, que cette initiative ne peut pas être écartée pour deux raisons au moins: l'importance de la proposition destinée à obtenir des résultats de grande valeur politique et institutionnelle et l'opportunité de ne pas perdre l'occasion d'une réflexion plus générale sur les thèmes institutionnels et sur les perspectives qui suivront.

La détermination avec laquelle la Commission institutionnelle du Parlement européen a achevé la préparation du projet

du «*Traité Constitution*» concernant l'Union européenne, mérite une attention particulière de la part de ceux qui considèrent le thème institutionnel comme effectivement prioritaire; ceci à cause de la crise du modèle communautaire et du manque de pouvoirs décisionnels véritables dans ses institutions.

L'incapacité des gouvernements des Etats membres de guider le développement d'un dessein politique, d'ailleurs déjà inhérent aux *Traités* qui ont institué la Communauté, représente un obstacle qui ne pourra être surmonté qu'avec la réalisation du projet d'Union du Parlement européen; ceci en raison, surtout, de la situation inter-

nationale actuelle fortement caractérisée par une détérioration progressive et dangereuse de la détente.

Les graves difficultés économiques et sociales dans lesquelles se trouvent les Etats européens et les rapports que chacun d'entre eux doit entretenir avec les autres aires économiques en expansion ne semblent pas être surmontables et supportables sans un soutien opportun au niveau commun européen: un niveau au caractère institutionnel, tel que celui qui est effectivement prévu par le projet d'Union.

G.O.

A B O N N E M E N T S

Italie:

ordinaire	lires	10000
de soutien	lires	30000

Pays extra-européens:

ordinaire	USA\$	15
de soutien	USA\$	40

Autres pays européens:

ordinaire	ff.	120	(ou contre-valeur dans une autre
de soutien	ff.	250	monnaie européenne - ou dollars)

L'abonnement souscrit sera valable pour toute l'année 1984. Le versement pourra être effectué directement soit par chèque bancaire, soit par versement sur le C.C.P. n° 36220002 à Rome au nom du «*Bulletin Européen*» - Foro Traiano, 1/A Rome.



POURQUOI L'EUROPE?

(Tribune libre ouverte aux jeunes Européens)

Nous inaugurons, dans ce numéro, une nouvelle rubrique intitulée «Pourquoi l'Europe?», qui constituera une tribune ouverte aux jeunes Européens. Dans le n° 12/83 du «Bulletin Européen», nous avons publié un article de M. Roberto Cestelli qui commentait les résultats d'une enquête menée par la C.E.E. parmi les jeunes Européens; cet article souligne le manque d'intérêt et l'information superficielle et insuffisante des jeunes vis-à-vis des problèmes européens.

Ces données sont d'une certaine gravité et sont à l'origine de considérations inquiétantes. D'après cette enquête, les jeunes considèrent les organismes communautaires comme des réalités acquises, des réalités dont ils ne connaissent pas la valeur, n'ayant pas vécu la phase pleine d'enthousiasme et d'idéal qui en a précédé la naissance.

L'Europe unie n'est pas, aux yeux des jeunes Européens, un idéal pour lequel se battre: ceci ne dépend pas de leur mauvaise volonté, mais plutôt du fait que - comme l'a dit Coudenhove-Kalergi - une Europe unie du point de vue uniquement économique, et non pas politique, est une Europe de marchands et non pas de concitoyens; et une Europe de marchands n'est certes pas un idéal qui puisse enflammer les jeunes.

D'ailleurs, seuls les jeunes peuvent s'assumer la tâche difficile d'unir l'Europe ou d'en consolider son union.

C'est pour cela que nous ne pouvons pas éviter de répondre à la question suivante: les jeunes, veulent-ils l'Europe unie? Et, dans l'affirmative, quelle Europe veulent-ils?

Telles sont les questions que nous posons et que nous désirons proposer aux jeunes, en leur offrant, avec cette rubrique, un espace où ils peuvent exprimer leurs opinions. Les articles seront publiés en deux versions; dans leur langue originale et en français.

Les textes devront être envoyés à l'adresse suivante:

*Bulletin Européen
Via Larga, 11 - 20121 Milano (Italie)*

Les articles publiés dans cette rubrique n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la Rédaction du «Bulletin Européen». Les titres et les légendes sont de la Rédaction.

POURQUOI L'EUROPE?



«L'EUROPEIZZAZIONE DELLA BASE»

(Una proposta di S. Filippone Thaulero)

Dal 13 al 18 dicembre si è tenuto a Roma il 7° Congresso internazionale della Casa d'Europa diretto allo scopo di favorire un proficuo scambio di opinioni tra europeisti di diverse nazionalità. Dal seminario, cui partecipavo a nome della Scuola Svizzera di Roma, è risultata in effetti una rosa ben-fornita d'idee e di pareri attorno all'unità europea.

Nella politica estera si configurava in sostanza la volontà di creare un'Europa denuclearizzata e neutrale come alternativa alla concezione rigidamente dualistica dello scacchiere internazionale, portando avanti a livello continentale un discorso sinora proprio soltanto dei diversi pacifismi locali. Veniva però ignorato - più per scelta che per negligenza - che nel repertorio dialettico di questi ultimi figura lo slogan «besser rot als tot» («meglio rossi che morti») favorevole alla rinuncia delle nostre prerogative democratiche e civili per un pericoloso antimilitarismo.

La proposta di rinnovamento dell'organizzazione interna alla comunità, muoveva dall'interpretazione del fallimento del vertice di Atene tenutosi recentemente. Sedevano sul banco degli imputati i governi nazionali, rei d'aver voluto proteggere strenuamente gli interessi dei loro paesi a scapito di una efficace politica comunitaria.

Di qui l'auspicio di un trasferimento dei poteri decisionali dal Consiglio dei Ministri al Parlamento, coerentemente con le profferte di modifica delle istituzioni C.E.E. oggi all'esame di Strasburgo.

Sono tuttavia dell'opinione che quest'organo sia assolutamente inadeguato a

riflettere ed esprimere l'eterogeneità europea, rappresentata dai paesi membri della comunità così diversi fra loro per storia, cultura, sistema politico-sociale e via dicendo, scavalcondone gli interessi nel voto parlamentare.

E credo sia chiaro che l'unità europea non può né deve essere di danno a nessuno.

L'insuccesso ateniese è dovuto a mio parere non agli egoismi presuntuosi dei nostri governanti, ma alla loro volontà di impedire che l'affare C.E.E. si rivelasse svantaggioso alle relative economie.

Temo che nel processo di unificazione continentale si sia badato molto più all'idea portante che non ai benefici concreti che ne potevano e dovevano derivare, adottando con troppa leggerezza provvedimenti gravi, come l'abolizione delle imposte doganali che ha evidenziato lo squilibrio economico presente in Europa, alle cui conseguenze si è cercato di supplire con rimedi ancora più nefasti, compensando ad esempio la suddetta sproporzione attraverso contributi comunitari succhiati in prevalenza da Germania e Francia.

Per riportare in futuro questa evoluzione sui binari del ragionevole è necessario che l'impegno degli apparati istituzionali comunitari si basi su un realismo privo di suggestioni e che questi apparati siano più diretta espressione degli interessi dei paesi membri, coinvolgendo più ampiamente i loro governi, gli organi più titolati all'assolvimento di questo compito: un confronto collegiale franco e concreto porterebbe all'individuazione dei problemi comuni e degli strumenti

più idonei a fronteggiarli, partendo dal presupposto evidente che è interesse di tutti che ciò avvenga.

Parallelamente ad una simile organizzazione, volta a determinare una strategia comune nei confronti dei nodi più pressanti di politica economica ed internazionale, andrebbe incanalato un processo a lungo termine di europeizzazione della base, favorendo

un avvicinamento dei popoli e stimolandone i contatti.

Sono convinto che un simile progetto consentirebbe il rilancio della cooperazione continentale fondandola più su prospettive concrete che su idee arrugginite e di ormai dubbia efficacia, offrendo la possibilità di lavorare per un futuro europeo migliore.

S.F.T.

«L'EUROPEANISATION DE LA BASE»

(Une proposition de S. Filippone Thaulero)

Du 13 au 18 décembre a eu lieu à Rome le 7^e Congrès international des Maisons d'Europe, dans le but de favoriser un échange d'opinion fructueux entre les européens de différentes nationalités.

Ce séminaire, auquel je participais au nom de l'Ecole Suisse de Rome, a vu naître un grand nombre d'idées et d'opinions sur l'Unité européenne.

En ce qui concerne la politique étrangère, il se précisait, en substance, une volonté de créer une Europe dénucléarisée et neutre comme alternative à la conception strictement dualiste de l'échiquier international; ceci tout en poursuivant un discours au niveau continental qui n'était propre, jusqu'à ce jour, qu'aux divers mouvements pacifistes locaux. On ignorait, cependant - plus pour une raison de choix que de négligence - qu'il existe dans le répertoire dialectique de ces derniers le slogan «Besser rot als tot» (mieux rouge que mort), favorable à la renonciation de nos privilèges démocratiques et civils en faveur d'un antimilitarisme dangereux.

La proposition de renouvellement de

l'organisation interne de la Communauté naissait de l'interprétation de la faillite du sommet d'Athènes qui a eu récemment lieu. Les gouvernements nationaux étaient sur le banc des accusés, coupables d'avoir voulu protéger avec acharnement les intérêts de leurs pays au détriment d'une politique communautaire efficace. D'où le souhait d'un transfert des pouvoirs décisionnels du Conseil des ministres au Parlement, tout en tenant compte des propositions de modifications des institutions CEE actuellement à l'examen de Strasbourg.

Je suis cependant de l'opinion que cet organe est absolument incapable de refléter et d'exprimer l'hétérogénéité européenne - représentée par les pays membres de la Communauté se différenciant tellement entre eux par leur histoire, leur culture, leur système politique et social, etc... - car il passe outre à leurs intérêts avec le vote parlementaire.

Et j'estime qu'il est évident que l'union européenne ne peut ni ne doit porter préjudice à qui ce soit.

L'insuccès d'Athènes n'est pas dû, à

mon avis, aux égoïsmes présomptueux de nos gouvernants, mais plutôt à leur volonté d'empêcher que l'affaire CEE ne se révèle négative du point de vue économique.

Je crains que l'on n'ait attaché beaucoup trop d'importance à l'idée portante plutôt qu'aux bénéfices concrets qui pouvaient et qui devaient en dériver. Il a été en effet adopté, avec trop de légèreté, des mesures graves, telles que l'abolition des impôts douaniers qui a mis en évidence le déséquilibre économique existant en Europe; on a essayé de remédier à ses conséquences par des mesures encore plus dangereuses en compensant, par exemple, la disproportion en question par des contributions communautaires absorbées, en grande partie, par l'Allemagne et la France.

Pour que cette évolution reste dans des limites raisonnables, il est nécessaire que l'engagement des organismes institutionnels communautaires se base sur un réalisme privé de toute suggestion et que ces organismes soient l'expression la plus directe des intérêts des pays membres; ceci serait possi-

ble par une plus vaste participation de leurs gouvernements - les organes les plus concernés - à cette tâche: une confrontation collégiale, franche et concrète permettrait de déterminer les problèmes communs et les moyens les plus appropriés pour les affronter, en partant de la condition évidente que c'est dans l'intérêt de tous les pays que cela se réalise.

Parallèlement à une telle organisation visant à déterminer une stratégie commune vis-à-vis des problèmes de politique économique et internationale les plus pressants, il faudrait envisager un processus à long terme d'eupéanisation de la base et favoriser un rapprochement entre les peuples en en stimulant les contacts.

Je suis persuadé qu'un tel projet permettrait la relance de la coopération continentale fondée sur des perspectives concrètes et non pas sur des idées dépassées et désormais sans efficacité, et offrirait la possibilité de travailler pour un avenir meilleur de l'Europe.

S.F.T.



Les articles publiés dans cette rubrique n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la Rédaction du «Bulletin Européen». Les titres et les légendes sont de la Rédaction.



EUROPA: PERCHE'?



Dal 25 gennaio 1984 va in onda il martedì su Radio Mediolanum (FM. 98.2 -95.3), a Milano, la trasmissione «Europa: perché?», realizzata dalla Fondazione Europea Dragan, dedicata ai problemi europeistici trattati anche nel Bulletin Européen.

LA NAISSANCE DE L'EUROPE

(Ettore Paratore)

Pour le cycle de conférences et de débats «L'Esprit Europe», qui s'est déroulé à l'initiative de la Fondation Européenne Dragan et de l'Université Populaire de Rome, le Pr Ettore Paratore a traité le thème «La Naissance de l'Europe».

A partir de son intervention, très suivie, nous avons recueilli les passages les plus significatifs que nous publions ici - en remerciant avec gratitude l'auteur. Après une introduction serrée et stimulante de souvenirs personnels qui remontent à l'année 1914 (lorsque l'auteur n'avait que sept ans).

...Je me souviens qu'à l'époque, lorsque j'étais un gamin, je fus éduqué dans la haine anti-autrichienne et dans l'enthousiasme pour la guerre contre Vienne. Mais l'existence de cet Empire représentait effectivement le modèle irremplaçable de coexistence pacifique et culturellement fécond entre des peuples différents mais unis entre eux justement sur un fondement historique et civil qui justifiait clairement l'existence de ce peuple plurinational. Il existait toute une littérature qui, désormais depuis plus d'un siècle, avait rompu les incompréhensions, les distances, les préjugés qui avaient pesé jusqu'ici sur les rapports entre les nations.

Nous pouvons dire que jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les livres de voyages, les notes des différents écrivains qui parcouraient l'Europe sont tous alourdis par un esprit d'orgueil national et par un complexe d'incompréhension par rapport aux pays vus par d'autres.

A l'époque romantique, grâce à la fraternisation due à la guerre que la période napoléonienne détermina en Europe, tout cela disparut et à partir d'un livre, «De l'Allemagne» de Mme de Staël, naquit en Europe, la capacité à une compréhension réciproque et profonde. Tout le XIX^e siècle est rempli d'ouvrages dans lesquels les auteurs les plus importants parlent des autres nations connues et surtout de celles artistiquement plus éloquentes comme l'Italie et l'Espagne, en tant que nations qui peuvent garantir une solidarité continentale jusqu'à éviter la possibilité d'un quelconque malentendu entre les différentes puissances.

Cela est indéniable et c'est à cette unité spirituelle de l'Europe, je le répète, que nous nous reportons aujourd'hui, avec nostalgie, en y discernant le fondement de la Belle Epoque.

Mais les premières décennies de ce siècle furent également le théâtre de l'explosion très violente et frénétique d'une littérature basée sur le nationalisme le plus violent et correspondant aussi à un état des choses qui, malgré les tentatives des familles régnantes et de la diplomatie, pesait sur l'Europe. La guerre de 1870 avait déterminé l'obscur mais persistante menace pour l'anniversaire entier et pourtant fécond des quarante-cinq ans de paix européenne de l'époque.

Mon fils qui est né l'année de la fin de la Seconde Guerre Mondiale et qui n'a donc pas connu la guerre, me dit toujours: mais votre génération ne veut pas comprendre qu'elle a la responsabilité et l'héritage du déchaînement des guerres mondiales. Notre génération est certes celle des drogués, celle des brigades rouges, celle de l'immoralité, mais elle a le mérite d'avoir jusqu'ici, et pendant plusieurs décennies, réussi à éviter la guerre. Il m'est difficile - parce que bien sûr l'histoire n'est pas son fort - de pouvoir lui répliquer que quarante-cinq années vraiment exemplaires dans la direction qu'il a exaltée à propos des décennies que nous vivons, en fait, l'Europe les avait déjà vécues.

Toutefois, de la même manière qu'aujourd'hui cette paix est quelque chose qui balance et vacille entre de nombreuses menaces, et surtout sous le poids de la rivalité entre les deux grandes puissances, de même les quarante-cinq années, avant 1914, étaient menacées par la rivalité franco-allemande, compliquée ultérieurement par celle austro-russe et donc déterminée, d'une part par la Triple Alliance et d'autre part par la Triple Entente; cette situation avait condamné la diplomatie à un jeu obsédant de perpétuels compromis, toujours remis en question. Que l'on songe à la crise de la première décennie de ce siècle, la crise d'Algeriras, la crise bosnique, pour déboucher enfin sur les guerres balkaniques qui déterminèrent l'effondrement décisif.

Voyons ce que cela signifie? Au fond, cela signifie - si l'on veut, plutôt d'un point de vue de la chronique que de l'histoire, remonter aux faits lointains - que le thème que je me suis fixé «L'Origine de l'Europe», est un thème qui, malheureusement, est particulièrement ambivalent.

En qualité de spécialiste de l'antiquité classique, je devrais affirmer avec une sûreté hardie, que l'origine de l'Europe remonte à l'antiquité gréco-romaine. En effet, l'Europe a déjà été créée, s'est développée et a prospéré à l'époque de l'Empire romain et, ce n'est pas par hasard que le ministre Gerbore comparait le déclenchement de la guerre de 1914 à l'écroulement de l'Empire romain dû aux invasions barbares. Vérité classique, certainement, l'intelligence humaine, d'abord à travers la poésie, puis à travers la philosophie, a réussi à rationaliser la conception du monde et a même réussi à donner au sentiment religieux ce rapport particulier entre l'homme et la divinité, ce caractère de contrôle réciproque entre les deux entités qui représente sans doute la forme de plus grand progrès d'un point de vue naturellement rationnel et terrestre du sentiment religieux.

La connaissance administrative et juridique des Romains avait perfectionné ce qui était déjà le sens de la *polis*, à partir duquel les philosophes faisaient le bilan des différents types de régime, la démagogie, la démocratie, l'oligarchie, la monarchie, pour établir l'équilibre entre ces différentes formes. Le sens de l'Etat était parvenu à une telle profondeur de valeur que l'individu, au lieu de se sentir opprimé, se sentait valorisé. On était parvenu à cette conception du *Civis romanus sum*, selon laquelle l'homme se sentait citoyen du monde du fait même qu'il appartenait à l'Empire romain.

Je pourrais donc tranquillement conclure mon discours en disant que la civilisation européenne, à travers cette création véritablement unique et irremplaçable que fut l'Empire romain - et j'ai omis beaucoup d'autres détails - est née avant les invasions barbares. Toutefois, il y a un petit fait - appelons-le ainsi - c'est que cet Empire exemplaire connut sa crise politique et économique définitive à cause des guerres civiles. Avec la création du régime impérial, la classe dominante qui avait réussi à créer vraiment une conscience impériale, fut supplantée par une série de satellites des monarques, les affranchis, les prétoriens, les classes militaires et surtout les classes commerciales venues d'Orient qui bouleversèrent complètement la conscience du monde. Celui qui lit - à quelques décennies de distance - l'Enéide de Virgile et le Satiricon de Pétrone, s'aperçoit immédiatement de la transformation radicale qui s'était opérée dans cette société.

L'autorité de l'Etat en tant qu'organisateur se pulvérisa rapidement, et bientôt naquit une crise fiscale, à partir de laquelle, il fut impossible pour Rome de maintenir la puissance militaire qui lui avait permis de dominer le monde. Les peuples qui se trouvaient au-delà de ce qui semblait les frontières du monde civilisé, commencèrent eux-mêmes à être poussés par des peuples d'autres origines qui faisaient pression sur leurs arrières. Survinrent les invasions barbares et il advint, en même temps, un petit fait qui, chose étrange, a été oublié très souvent par ceux qui veulent voir dans la civilisation gréco-romaine, la typique civilisation européenne, c'est-à-dire le triomphe des idéaux chrétiens. Ces deux faits contemporains, en apparence concordants, mais en réalité opposés, que furent le triomphe du Christianisme et les invasions barbares changèrent radicalement le visage de l'Europe.

Si aujourd'hui la culture, non seulement la classique, est en train de mûrir profondément en ce qui concerne l'étude de l'époque appelée Antiquité tardive, c'est-à-dire

cette période que l'on ne peut plus appeler monde antique et qui n'est pas encore le Moyen-Age, cette période où l'on assiste à la maturation de ce cyclone que fut, d'une part le Christianisme et d'autre part, l'ensemble des invasions barbares. Et bien, nous savons que tandis que la mise à sac de Rome suscita encore terreur à saint Jérôme, quelques décennies plus tard, un historien chrétien célèbre Orose, en s'inspirant de saint Augustin, disait que ce qui était advenu à Rome, était la punition de ses fautes de Babylone nouvelle et qu'au contraire, les peuples nouveaux, les peuples germaniques avaient apporté une vision nouvelle la plus fortement morale du monde. Au fond, cette attitude reprenait ce qu'avait dit quelques siècles auparavant Tacite en Germanie, lorsque, tout en espérant que les discordes intestines entre Germains se perpétuent (et qu'ainsi ces derniers ne menacent pas Rome) disait que certainement la pureté, l'honnêteté des peuples germaniques étaient une dure leçon pour la corruption et la décadence dans laquelle se trouvait Rome.

Donc durant l'Antiquité tardive, il y eut toute une tendance, toute une osmose de principes et de considérations, à partir desquels, au fond, la présence des peuples germaniques fut considérée comme une espèce de facilitation, une transformation providentielle de l'humanité. Ce n'est pas pour rien que les derniers empereurs romains prirent de nombreux généraux germaniques pour leurs commandements et souvent ils se servirent des uns contre les autres pour conserver encore un semblant de continuité à l'autorité impériale. Mais surtout, les peuples germaniques qui commençaient à conquérir les terres dominées par les Romains, établirent avec orgueil la conscience de leur personnalité face aux peuples d'origine latine auxquels ils reconnaissaient une supériorité dans le domaine culturel - mais face auxquels, ils se sentaient toujours dans une condition de supériorité de droit, en vertu de leur plus grande cohésion et de leur plus grande force matérielle

C'est pourquoi la principale fonction menée par l'Eglise, fut non seulement celle de convertir petit à petit et d'adoucir les conditions de servage que les peuples barbares imposaient aux anciennes populations latines, mais surtout de les rassembler autour d'elle, dans ce type d'économie féodale close du point de vue médiéval, mais qui fut considérée monastique et ecclésiastique du point de vue catholique. Ces populations qui étaient destinées à mourir de faim si elles ne trouvaient pas une organisation de travail qui leur permette, je ne dis pas de resurgir - dans l'immédiat - mais du moins de continuer à exploiter leurs possibilités de vie.

Voilà donc qu'à la place de l'Empire romain unitaire, se forment les conditions d'esprit national des différents peuples, mais grâce au Christianisme qui substitue au principe universel d'Etat de l'ancienne Rome, le principe universel d'amour réciproque qui représente la continuité de l'esprit romain, transporté à un niveau qui garantisse vraiment, au-delà de toutes les distinctions nationales, cette continuité du monde gréco-romain transformée en sentiment de fraternité universelle.

...Donc lorsque nous parlons avec nostalgie de la période 1870-1914, nous remarquons aussi à cette époque, une identique co-présence, due à une loi historique inéluctable qui parcourt les siècles, du sens de fraternité romaine muté en fraternité chrétienne qui tend à faire avancer l'Europe vers sa propre unité et sa conséquence opposée de ce qui avait été la distinction en ethnies, à la suite des invasions barbares. Aujourd'hui, nous sommes désormais en présence d'une proclamation déclarée du projet de réunification de l'Europe, mais avant tout, nous sommes en présence du très grave problème qui fait que la moitié de l'Europe, l'Europe de l'Est, n'a pas adhéré à ce projet: nous sommes en face de la plus grave conséquence de la pérennité du motif de cloisonnement qui constitue un des éléments fondamentaux et conducteurs de l'histoire de l'Europe. A ce propos, les solutions de facilité sont à l'ordre du jour...

On a tôt fait de dire: il existe les Etats-Unis d'Amérique? Alors, rien de plus simple que de créer également les Etats-Unis d'Europe.

Les Etats-Unis d'Amérique sont l'agglomérat de nombreuses nations (Italiens, Irlandais, Portoricains, etc...) qui se sont unies, mais qui possèdent désormais une langue, une culture commune. Les Etats se distinguent administrativement l'un de l'autre, mais il n'y a

qu'une conscience nationale.

Essayez d'imaginer les Etats-Unis d'Europe organisés de cette manière. Imaginez que par commodité, on choisisse par exemple, comme langue unique l'anglais (qui est actuellement la plus diffuse) et que donc, sur la base d'une anglicisation de la culture, on finisse par suivre également une politique commerciale, économique, culturelle, institutionnelle inspirée à cette culture.

Au fond, lorsque de Gaulle s'opposa à ce concept simpliste des Etats-Unis d'Europe, comme copie des Etats-Unis d'Amérique, et qu'il proposa le concept d'Europe des patries, il savait ce qu'il disait. Au fond, l'utilité, la profondeur, la fécondité des Etats-Unis d'Europe est de se rendre capable de mettre pleinement en valeur toutes les différentes traditions des peuples de l'Europe unie et qu'ensemble, en se coagulant, ils assurent à nouveau sur le plan culturel, c'est-à-dire sur le plan le plus élevé, la fraternité des différents peuples. Il faut que se vérifie ce miracle de la littérature qui s'était déjà réalisé en Europe depuis «De l'Allemagne» de Mme de Staël jusqu'aux «Impressions» de Bourget et d'autres, c'est-à-dire que sous la puissance actuelle encore croissante, Dieu merci, de l'Eglise catholique et au nom de l'égalisation toujours plus profonde des différentes cultures européennes, on puisse créer un concert des nations qui soit toujours plus solide et profond. Sa résolution devrait justement être celle de la conciliation dans un sens positif de l'esprit unitaire, dans un sens de fraternité humaine, devenue chrétienne, des nations européennes, avec un respect des différentes ethnies que les invasions barbares ont inévitablement amené dans la conscience européenne mais aujourd'hui, après un siècle de tentatives d'accord et d'approche entre les différents peuples - comme par exemple, l'expérience séculaire que l'Empire des Habsbourg peut avoir déterminée - pour se diriger vers une atténuation de ce nationalisme aveugle.

Grâce à Dieu, les deux guerres mondiales, avec leurs horreurs qui nous ont ramenés à l'âge de la pierre, ont démontré que le nationalisme même si profondément ancré, est quelque chose de si profondément nocif qu'il doit être complètement abandonné. Par ailleurs, certaines tendances de la culture moderne, celles que l'on vérifie dans certaines nations qui consiste à mettre en valeur les éléments du folklore, pourraient être transposées sur un plan supérieur; il s'agirait de mettre en évidence en tant qu'élément hautement folklorique - à l'intérieur de la Communauté Européenne - toutes ces contributions des civilisations des différentes patries dont la fraternité devrait garantir l'impossibilité d'ultérieurs conflits. La seule chose que nous pouvons espérer, est que cet esprit de fraternité, à travers des crises spirituelles, dont l'Eglise Catholique est en partie responsable, commence à être ressenti également par les pays de l'Est, même si c'est par le biais de l'intérêt économique et commercial qui est considéré comme le plus convaincant de nos jours. Ainsi pourrait naître l'opportunité et la nécessité de cette rencontre qui ne devrait pas se limiter uniquement à des accords de nature économique, mais s'élargir sur le plan de la fraternité culturelle qui seule garantit vraiment la durée et la fécondité de cette opération.

Qu'il me soit permis de conclure en ma qualité d'Académicien des Lincei (pardonnez mon immodestie). J'ai souvent assisté à l'Académie des Lincei à des rencontres culturelles entre intellectuels italiens et intellectuels soviétiques sur des sujets parfois épineux du point de vue idéologique comme, par exemple, la commémoration faite cette année à Fjodor Dostoïevskij et j'ai pu constater combien, sur le plan culturel, le colloque, l'approche, la conversation déterminaient une fraternité qui se manifestait ensuite en cérémonies incroyables.

Je suis persuadé que le jour où les conditions économiques, qui sont en train de s'imposer, détermineront le rapprochement des Etats européens de l'Ouest et de l'Est, le sentiment de fraternité chrétienne qui pousse tous les peuples du monde à se préoccuper des pays en voie de développement, pourra déterminer vraiment cette Europe, cette planète des Patries vers un rapprochement sur un plan réellement décisif: celui des valeurs culturelles et religieuses.

E.P.

LA REGION WALLONNE DANS L'EUROPE ET LE MONDE

un entretien avec le président Fernand Massart
par le professeur Francis Dessart

Pour ceux qui l'observent de l'extérieur - et même des pays limitrophes - la situation intérieure belge ressemble à la quadrature du cercle, tant malaisée est la recherche d'une solution réelle aux problèmes actuels. En effet, la crise économique internationale s'y double d'un problème que d'aucuns ont qualifié de linguistique. Certes, la diversité de langue entre les Flamands (néerlandophones) et les Wallons (franco-phones) est flagrante, mais elle n'est qu'un des aspects d'une bipolarité qui n'est pas sans revêtir des dimensions sociales, géopolitiques ou ethnopsychologiques.

La Belgique n'est pas le seul Etat européen à rencontrer des difficultés au niveau de minorités culturelles, ethniques ou sociolinguistiques; mais là où, par exemple, les Bretons forment une minorité quantitatives au sein des limites stato-nationales françaises, les Wallons se retrouvent - quant à eux - confrontés à un autre problème: il y a un Etat (stato-national) belge mais il n'y a pas de Belges¹, pas d'ethnie ou de communauté réelle belge. Quant à l'Etat belge, il est pour ainsi dire réquisitionné par l'aile flamande de la démocratie-chrétienne qui laisse sans trop broncher les partis nationalistes flamands, qui confinent à l'extrême-droite (Volksunie et Vlaamse Blok), réclamer à grands renforts de propagande et de manifestations musclées le séparatisme et la création d'un Etat flamand. C'est cet «Etat en gestation» qui, sans trop de violence physique² mais avec une mainmise économique incontestable, confisque l'Etat belge et

néocolonise la partie Sud du pays, à savoir la Wallonie. Minorisés administrativement et souffrant d'une démographie périlante, les Wallons réagissent! Il n'en faut pas plus pour que d'aucuns crient à l'extrémisme...

Né de cette exaspération: *Rassemblement Wallon*, qui peu à peu se dota d'une philosophie politique qui n'est pas sans évoquer les thèses avancées par Alexandre Marc, Guy Héraud et autres penseurs du *fédéralisme intégral*.

Le nouveau président du Rassemblement Wallon, le sénateur honoraire *Fernand Massart*, est de longue date un *Européen convaincu* qui voit l'avenir dans une Europe régionalisée, unissant sur un pied d'égalité des partenaires jouissant chacun de leurs droits les plus élémentaires. Largement ouvert sur les problèmes du monde entier - et plus particulièrement du Tiers-Monde - Fernand Massart n'est pas loin d'évoquer une sorte d'alliance entre l'*union européenne* et les pays non alignés pour créer - entre les deux supergrands - une *troisième force*, une *troisième voie*. Idée gaulliste s'il en est, mais qui n'est pas loin non plus de la Troisième Théorie Universelle avancée par le Livre Vert de Kadhafi (dont tout le monde parle - souvent en négatif - mais que bien peu ont lu).

Régionaliste, fédéraliste européen, tiers-mondiste et même *mondialiste*, Fernand Massart - par une vision globale pertinente - réussit une synthèse politique qui fait songer à celle qui fut la sienne lorsqu'en 1940 le pacifiste qu'il était et est toujours, prit les armes dans la Résistance contre l'agression

et l'occupation nazies.

Pour mieux cerner quelques options du président Fernand Massart, nous lui avons posé quelques questions que nous présentons.

* *Monsieur le Président, peut-on considérer que votre élection à la présidence du Rassemblement Wallon marque une sorte de tournant, de nouvelle dynamisation de votre parti?*

- Mon élection a surtout été motivée par l'espoir de mettre fin aux divisions et qu'il n'existe plus trois ou quatre formations wallonnes divisées entre elles. Cette réunification nous permettrait d'être électoralement utile et de ne pas ajouter au désarroi des populations pour autant qu'il faille encore, à mon avis, une liste politique wallonne sur les plans local, provincial, national et européen...

* *Cette remarque signifie-t-elle qu'à certains moments vous avez eu un doute sur la nécessité de telles listes?*

- Parfois, je me le suis demandé, effectivement... Si je n'avais pas senti un large consensus et une volonté assez déterminante de poursuivre l'opération, je ne me serais pas porté candidat à la présidence du Rassemblement Wallon. Mais j'ai senti cet espoir et cette détermination!

* *Dans le programme politique général du Rassemblement Wallon³, vous évoquez les notions d'indépendance ou d'autonomie pour la Wallonie. A cet égard, bien que de nombreux Etats membres des Nations Unies n'aient que quelques dizaines de milliers d'habitants, certains n'hésitent pas à affirmer qu'une Wallonie indépendante ne serait pas réaliste. Que leur répondez-vous?*

- Il y a beaucoup de choses dans la vie des peuples et dans la politique qui furent considérées comme irréalistes. Tous ces peuples, notamment du Tiers-Monde, qui ont conquis récemment leur indépendance, étaient considérés auparavant par certains comme totalement incapables.

Bien sûr, notre situation n'est pas tout à-fait la même. Nous, nous voulons écarter le carcan d'un Etat resté en réalité unitaire et

centralisateur pour assumer l'avenir de notre communauté et de notre région d'une façon autonome dans le contexte européen et international. Le Grand-Duché de Luxembourg, que je sache, ne se perd pas dans la nature parce qu'il jouit de son indépendance. Au contraire, cette situation lui a permis de jouer un rôle non négligeable en Europe et même ailleurs.

Ma réponse est aussi que, malgré une peur relative du changement, une Wallonie placée devant ses responsabilités possède les atouts pour faire face à la réalité. Nous pourrions enfin en finir avec cette querelle entre Flamands et Wallons ou Bruxellois et en arriver à un état d'esprit de bon voisinage. Je crois que c'est là l'essentiel, puisque depuis plus d'un siècle cette querelle perdure. C'est une solution que la Flandre elle-même espère avant qu'elle ne l'exige...

* *Vous qui avez été un Résistant de la première heure et qui savez donc ce que signifie une lutte contre l'oppression, comment vous situez-vous devant les problèmes de la libération du Tiers-Monde?*

- Il est évident que les guerres que nous avons connues en Europe ne furent pas exactement les mêmes que celles que durent ou doivent encore mener les peuples du Tiers-Monde pour leur libération. Nous, ce sont les agressions de nos voisins qui nous obligèrent à nous battre.

En général, je dirais que la solution de la guerre est la plus néfaste. Il vaut mieux discuter ou négocier avec ses voisins ou antagonistes pour sauver la paix, sauver des vies humaines.

La Guerre... Mon grand-père - qui était français - a fait celle de 1870. Mon père celle de 1914 et en est mort très jeune de ses suites. Je l'ai faite aussi et j'ai eu la chance de m'en sortir. Mais je me souviens qu'étant enfant, lorsque je demandais à mon père qui avait gagné la guerre de 14, il me répondait avec beaucoup de tristesse «Nous avons peut-être gagné la guerre, mais ceux qui l'ont sûrement perdue ce sont ces millions de morts des deux camps qui sont restés sur le champ de bataille». Cela m'a toujours frappé!

Il faut que l'indépendance d'un peuple et sa dignité soient sauvegardées, si possible, autrement que par les guerres. Il y a des ins-

tances internationales comme les Nations Unies qui devraient y parvenir. Mais si un peuple est victime, dans le Tiers-Monde, ou ailleurs d'une oppression ou d'une occupation particulièrement brutale et inhumaine, qui pourrait le condamner lorsqu'il résiste et se bat?

* *Dans le contexte européen, vous êtes un pacifiste?*

- Oui, absolument! Je crois profondément en la réconciliation entre Européens et à la fin des querelles entre les anciens «grands» de l'Europe d'hier ou d'avant-hier. Je ne peux plus m'imaginer surgir un conflit France-Allemagne, Angleterre-Allemagne ou France Italie... L'Europe est devenue incontestablement une nécessité. La jeunesse de chez nous ne comprendrait jamais le retour aux stupides rivalités.

Hélas, l'Europe se fait très lentement. L'échec d'Athènes était une question de «gros sous» évidemment. Mais je pense que la volonté des peuples et l'espoir des jeunes générations est de bâtir une Europe de plus en plus unie, de plus en plus intégrée tout en permettant à chacun de garder sa spécificité ou son originalité.

* *Pour en revenir à la politique internationale, vous avez toujours marqué votre sympathie et votre soutien à la Résistance palestinienne. Comment situez-vous cette solidarité que tous ne comprennent pas puisqu'à ma connaissance vous êtes le seul président d'un grand parti à prendre en Belgique cette position?*

- Hélas, nous pouvons adresser au peuple palestinien et à ses représentants tous nos vœux, et nos espoirs, mais il nous est difficile de les aider concrètement alors qu'ils méritent plus que la considération internationale.

Le peuple palestinien a, comme tous les autres, droit à sa patrie et qu'il ne soit plus chassé d'un pays à l'autre dans l'obligation, pour être entendu, de commettre des actes que l'on peut qualifier de terroristes. Comme si les juifs en créant Israël n'avaient pas été des terroristes! Et nous-mêmes n'avons-nous pas été considérés par l'occupant comme des terroristes parce que nous étions tout simplement des patriotes qui vou-

laient recouvrer notre liberté.

Malgré une sorte de chaîne de solidarité, il n'y a pas assez d'effort sur le plan international pour aider les Palestiniens à avoir gain de cause et à retrouver leur patrie. Ce ne sont pas des extrémistes ni des communistes. Ce sont des hommes en quête de liberté et de dignité.

* *Il y a pas mal de problèmes actuellement en ce qui concerne les milieux de l'immigration avec les nouvelles dispositions légales. Les journaux parlent beaucoup des immigrés, du racisme, de la xénophobie et même d'une hypocrite notion de 'seuil de tolérance'. Qu'en pensez-vous?*

- Le problème s'est aggravé d'une façon criante avec le fameux projet Gol sur lequel nous avons immédiatement pris position comme pas mal d'autres personnalités et communautés de chez nous.

Le racisme est vraiment la plus injuste, la plus intolérable des choses. Il est heureux que la jeunesse réagisse avec beaucoup de vigueur contre cette nouvelle xénophobie et contre cette tendance qu'ont certains à établir une discrimination digne de l'appartheid en attisant la peur et l'insécurité. Si on ne les arrête pas, nous verrons peut-être de nouveaux ghettos pour les immigrés.

Je crois, pour ma part, qu'il n'y a sur notre vieille terre qu'une seule sorte d'êtres, ce sont des êtres humains quelles que soient la religion, la couleur de la peau ou les coutumes.

Nous devons essayer de les comprendre comme eux doivent nous comprendre aussi par delà les langues ou les traditions différentes. Nous devons leur réserver un accueil fraternel en comprenant que nous n'avons pas à les obliger à adopter nos habitudes pas plus que nous ne vivons nous-mêmes différemment lorsque nous sommes à l'étranger.

* *Nous allons conclure par une question de géopolitique: puisque deux superpuissances tentent de se partager le monde, certains réduisent le débat politique entre le choix de Moscou ou celui de Washington, entre le capitalisme et le communisme. On peut à juste titre se demander s'il n'y a pas d'autres possibilités. L'heure ne serait-elle pas venue*

de chercher une troisième voie, d'élaborer une Troisième Théorie Universelle permettant d'en finir une fois pour toutes avec les vieux clichés et d'aller de l'avant?

- Vous avez parfaitement raison. Là est le drame de notre planète et de l'humanité: ce conflit entre les superpuissances, ces deux énormes crocodiles qui veulent chacun occuper la mare internationale ou, ce qui ne vaut guère mieux, se la partager.

Entre eux, il faut construire une troisième force qui pourrait être notamment l'Europe future et les pays non alignés. Cette troisième voie est indispensable pour sauvegarder la paix dans le monde que mettent en

péril deux idéologies.

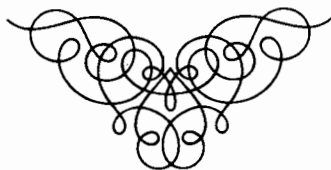
Pour moi ni l'une ni l'autre de ces idéologies n'a réellement de valeur humaine. Ni le capitalisme exacerbé ni l'étatisme marxiste ne sont acceptables par ceux qui veulent vivre d'une manière humaine, décente et libre.

Il faut prendre nos distances vis-à-vis des deux blocs, avec courage et volonté, tout en conservant des relations avec chacun pour créer enfin un monde où tous se comprennent et se tolèrent dans une nouvelle compréhension internationale, un nouvel équilibre mondial enfin juste.

F.D.

NOTE

1. Selon le mot célèbre du juriste wallon Jules Destrée.
2. Sauf dans la région des Fourons.
3. Pouvant être obtenu gratuitement au Bureau d'Etude du R.W. 42 rue Rogier. B. 5000 Namur. Belgique.



MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

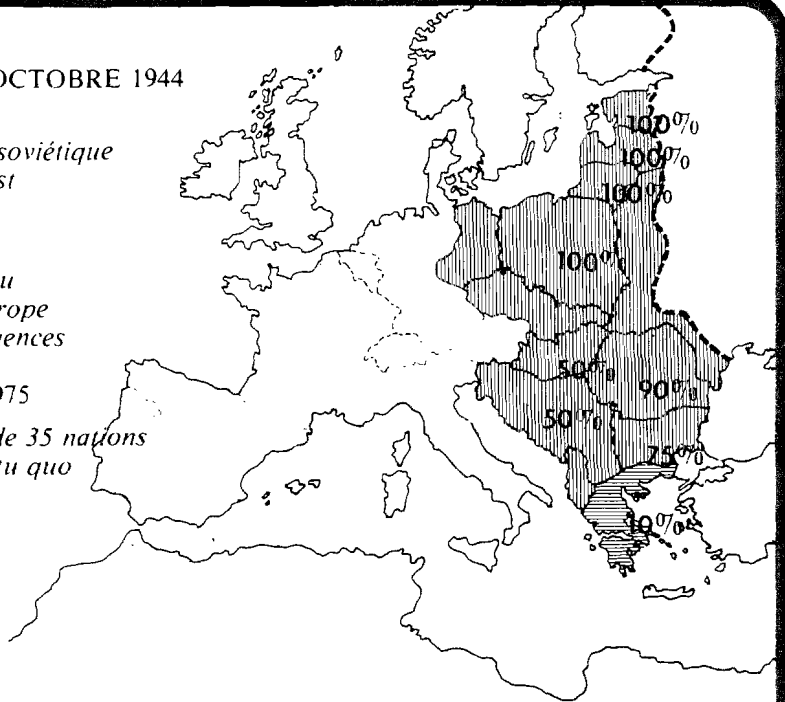
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>M. Contri: Une langue pour l'Europe</i>	1
<i>G. Orsello: Accélérer l'Union Européenne</i>	6
<i>Pourquoi l'Europe? - S. Filippone Thaulero</i>	8
<i>E. Paratore: La naissance de l'Europe</i>	12
<i>F. Dessart: La région Wallonne dans l'Europe et le monde</i>	16

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)619.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11